

royaliste

BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

les conférences
royalistes à paris, reprennent
(page 11)

une vision différente de l'actualité :

parti communiste
(page 4)

**histoire :
penser la
révolution française**
(pages 8-9)

le dollar
(page 5)

le pen
(page 9)

**la politique.
étrangère :
tchad, maroc,
libye**
(pages 6-7)

**défense
nationale**
(page 3)

**sécurité
sociale**
(page 2)

littérature
(page 10)

DU 3 AU 16 OCTOBRE 1984 - 14ème année - N° 411 - 9 F

M2242-411-9 F

et la sécu ?

Le «Déficit» de la Sécurité Sociale sert d'alibi à tout un projet d'ensemble. Il n'y a pas déficit de la Sécurité Sociale, mais déséquilibre des cotisations perçues par rapport aux charges supportées. Si l'on ajoutait à l'actif des comptes de la Sécurité Sociale le montant des cotisations représentées par les 2,3 millions de chômeurs s'ils étaient payés au SMIC, on parlerait d'excédent.

Les protagonistes de la Nouvelle Citoyenneté, au pouvoir aujourd'hui, semblent se soucier fort peu de ce qui ne fut sans doute pour eux qu'un slogan électoral.

En effet, des projets nombreux et sans doute précis existent pour transformer l'organisation de la Sécurité Sociale et pour faire des économies au préjudice des assurés sociaux comme à celui des agents de la Sécurité Sociale.

Pourquoi ces projets restent-ils brumeux, secrets et ne font-ils pas l'objet d'une large concertation ?

Voyons ce qu'il en coûte aux familles, aux assurés et au personnel de la Sécurité Sociale.

La situation faite aux familles au travers des dernières mesures décidées par l'Etat confirme la baisse de la protection sociale.

Naguère, les prestations familiales étaient dues au premier jour du mois d'un événement et supprimées le 1er jour du mois suivant l'événement. Ainsi, par exemple, un enfant né un 15 janvier ouvrait droit aux prestations dès le 1er janvier et, s'il avait 20 ans un 15 janvier, perdait ses droits aux prestations le 1er février suivant.

Or, depuis plusieurs mois, un changement, passé souvent sous si-

lence, a permis d'appréciables économies pour les Caisses d'Allocations Familiales et une pénalisation des familles. En effet, pour le même enfant de l'exemple ci-dessus, le droit aux prestations n'est plus ouvert à sa naissance au 1er janvier mais seulement au 1er février et il est supprimé, à ses 20 ans, dès le 1er janvier, et non le 1er février, comme autrefois !

Ce même procédé a été instauré pour tous les droits positifs privilégiant auparavant les familles, à l'exception de l'allocation pour parent isolé.

Au 1er juillet 1984, scandaleusement, toutes les familles ont été frappées. Les allocations familiales, le complément familial et toutes les prestations calculées d'après le même salaire de base n'ont augmenté que de moins de 5% par rapport à juillet 1983, alors que le coût de la vie a augmenté de près de 8% pour la même période.

Pire, les barèmes de calculs de l'allocation de logement et de l'aide personnalisée au logement n'ont été revalorisés que de 3% environ. Or, depuis juillet 1984, ce sont les revenus 1983 des familles qui sont pris en compte et non plus ceux de 1982 : l'inflation était alors forte, plus de l'ordre de

10% que de 3% ! Cette aide au logement, indispensable aux familles les moins aisées, se trouve donc injustement et insidieusement diminuée. Les plus touchés sont les smicards dont le SMIC a été, heureusement, augmenté d'un pourcentage légèrement supérieur du coût de la vie. Circonstance aggravante, le système de calcul de ces allocations entraîne une progression ou une diminution de leur montant plus géométrique qu'arithmétique.

Malgré toutes les affirmations officielles, dès maintenant, la Sécurité Sociale ne maintient pas la couverture sociale :

- le nombre des médicaments non remboursés est loin de diminuer,
- la nombre de médicaments remboursés à 40% au lieu de 70% augmente sans cesse : de 1800 il y a peu de temps, ils devraient passer bientôt à 4000 !
- le remboursement des montures de lunettes, depuis plusieurs années, malgré l'inflation, est toujours fixé à 70% de 18,65 F ! Le remboursement des verres n'est guère plus avantageux.

La seule augmentation des charges est due à l'I.V.G. ...

C'est ainsi que les mutuelles voient leurs charges augmenter constamment (cf. nombre des médicaments à 40%). Il faudra donc que l'assuré social qui a le privilège de bénéficier d'une mutuelle cotise davantage. Les autres, les plus pauvres, ceux qui ne peuvent en bénéficier, devront avec leurs seules ressources payer une différence de plus en plus lourde.

O dérision ! L'Etat socialiste envisagerait d'ouvrir grand le système mutualiste au libéralisme économique. Un projet très avancé, murmure-t-on, prévoit d'enlever le monopole du remboursement du ticket modérateur aux mutuelles pour en étendre la possibilité aux assurances privées. On parle même, dans les réunions intermutualistes, de «solution allemande» pour la protection sociale. Un brouillard épais semble être étendu à dessein sur tous ces projets afin que rien ne puisse être affirmé. Un peu de clarté honorerait nos gouvernants !

D'un point de vue plus particulier, la perspective de l'emploi dans la Sécurité Sociale s'assombrit.

Un projet informatique appelé SESAME est actuellement expérimenté à Blois. C'est le principe de

la carte de santé magnétique et d'enregistrement avec des terminaux chez les pharmaciens, les médecins, les laboratoires, etc. Ainsi, le précompte de la part Sécurité Sociale est fait directement et la part de l'Assuré social est réglée au moyen d'une carte Crédit Agricole par exemple.

Le travail est donc fait automatiquement et ce système, devant être étendu, entraînerait une diminution de la masse de travail des agents des Caisses Primaires d'Assurance Maladie, d'où des compressions de personnel importantes envisageables.

C'est ainsi que M. Van Der Meulen, représentant du CNPF, président du conseil d'administration de l'UCANSS, organisme chargé de tous les problèmes de personnel pour les organismes de Sécurité Sociale, a clairement indiqué aux organisations syndicales, lors d'une commission paritaire nationale, sa préoccupation vis-à-vis de la situation de l'emploi dans cette institution. Il a même proposé une réduction de travail hebdomadaire d'une demi-heure pour faire face à ce problème, mesure à la charge financière des agents en grande partie, bien entendu.

La CFTC, dans une courbe des effectifs de la Sécurité Sociale qu'elle publie, indique que le nombre des salariés, stable depuis 1979 aux environs de 192.000 actifs, devrait régresser à 190.000 en 86, 189.000 en 87, 188.000 en 88, 170.000 en 93 ; soit une baisse de 22.000 actifs en moins de 9 ans.

La CFDT, plus imprécise dans le court terme, estime que d'ici 15 ans le nombre des agents chutera de 192.000 à 132.000 environ.

Ainsi, malgré les déclarations du gouvernement qui affirme que la protection sociale sera maintenue comme par le passé et que la lutte contre le chômage sera menée vigoureusement, il apparaît clairement qu'il s'agit de faux semblants.

Non, la protection sociale n'est pas maintenue à son niveau passé. Il eût mieux valu l'améliorer en maintenant le 1% supplémentaire, d'autant plus que l'augmentation du chômage va alourdir le manque à gagner de la Sécurité Sociale.

Non, le chômage ne sera pas non plus enrayeré puisque même le personnel de cette institution sera vraisemblablement touché.

Jean **TARBES**



offre de documentation :

Nom : Prénom :

Adresse :
.....

désire recevoir, sans engagement de ma part :

- une documentation sur la Nouvelle Action Royaliste
- la brochure « Etre royaliste aujourd'hui » 10 F
- un abonnement d'essai de trois mois à « Royaliste » 16 F
- le livre « Le comte de Paris ou la passion du présent » 40 F
- le livre « La révolution tranquille » 40 F

OFFRE EXCEPTIONNELLE : le tout pour 50 F (au lieu de 106 F)

Commandes et règlements à l'ordre de ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP Paris 18 104 06 N.

sur l'elbe rapidement !

Il faut toujours s'intéresser aux manœuvres militaires. Ainsi, le 13 septembre 1984, la phase d'expérimentation de la future 4ème Division Aéromobile s'est achevée, en présence de Charles Hernu, ministre de la Défense, par la « confrontation » des hélicoptères anti-chars avec une division blindée.

Cette information, banale et technique, n'est pourtant pas passée inaperçue et de nombreux médias y ont consacré des articles. Car, au delà d'un simple exercice militaire, il s'agit d'une étape importante dans la mise en place de la Force d'Action Rapide (FAR), nouvel instrument militaire qui pourrait remettre en cause la stratégie gaulliste de sanctuarisation du territoire national.

La création de cette FAR est considérée à juste titre comme l'élément principal de la loi de programmation votée en 1982. Au delà des propos de tribunes ou de petit écran, cette restructuration de l'Armée de Terre permet de juger sur pièces des orientations de la politique militaire conduite par le tandem Mitterrand-Hernu.

Mais qu'est-ce que la FAR ? Il s'agit du regroupement de cinq divisions : trois existantes - la 9ème Division d'Infanterie de Marine, la 11ème Division Parachutiste et la 27ème Division Alpine - et deux en cours de formation - la 4ème Division Aéromobile et la 6ème Division Légère Blindée. Cette FAR succède aux Forces d'Action Extérieure (principalement 9ème DIMA et 11ème DP) dont la vocation principale était de servir Outre-Mer, et en renfort potentiel de la 1ère Armée stationnée dans l'Est et en R.F.A. pour la « bataille de l'arrière » contre les forces du pacte de Varsovie.

Or, outre la 27ème D.A. dont la vocation est principalement eu-

ropéenne, la FAR englobe deux divisions d'un genre nouveau. Il faut regarder leur composition et surtout leur équipement de plus près. La 6ème Division Légère Blindée basée dans le Sud-Est sera opérationnelle dans quelques semaines. Son armement de base est composé d'AMX 10. Deux des caractéristiques de ce blindé léger illustrent l'utilisation envisagée pour la 6ème DLB : il dispose d'un armement anti-char et est monté sur roues, d'où sa très grande mobilité. Le terrain idéal pour la manœuvre d'un tel matériel n'est bien évidemment pas le Tchad ou le Liban, mais le théâtre d'opération Centre Europe très pourvu en routes et où l'adversaire potentiel est avant tout un adversaire blindé. La 4ème Division Aéromobile basée dans l'Est et le Nord sera équipée de 210 hélicoptères anti-chars ou transports de commandos anti-chars. Ce type de division de cavalerie développé par les Américains (chacun se souvient des balais d'hélico, d'« Apocalypse Now ») nécessite un appui logistique considérable du fait de la très grande fragilité des hélicoptères. L'utilisation d'une telle division n'est possible que dans un tissu militaire et technique dense comme on le rencontre, par exemple, en Allemagne Fédérale.

Manifestement ces deux divisions, couplées aux trois autres, sont plus destinées au théâtre d'opération européen qu'à l'Outre-Mer. Leur très grande mobilité (parachutistes, hélicoptères,

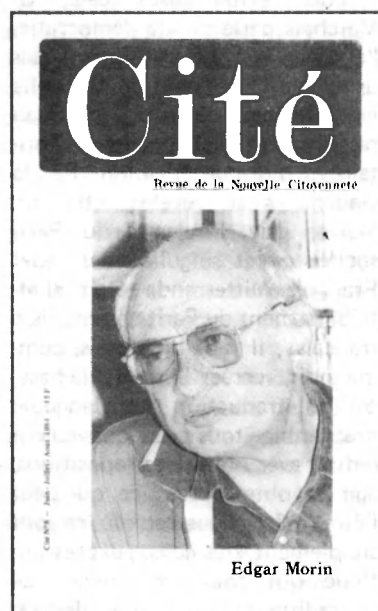


blindés sur roues) permet donc de les utiliser là où l'on veut en Europe. C'est-à-dire ni à la place du couple puissant 2ème Armée-Force Aérienne Tactique, chargé de tester la détermination de l'adversaire et de freiner la montée à l'Arme nucléaire stratégique, ni contre nos voisins italiens ou belges ! (Sinon pourquoi ne pas renforcer tout simplement ce corps de manœuvre ?) Le seul terrain d'accueil pour les 47.000 hommes de la FAR semble être le rideau de fer où se mènerait la bataille de l'avant. Ainsi les unités d'élites de l'Armée de terre sont désormais

destinées à se battre et à mourir au côté des G.I.'s et de la Bundeswehr. Comme si la France ne s'était jamais retirée de l'Organisation Militaire Intégrée de l'OTAN. Il est vrai qu'à l'époque, le député François Mitterrand avait voté contre, et que quelques heures avant les élections européennes de 84, Pierre Mauroy, premier ministre de l'ancien député, expliquait aux St-Cyriens que l'Armée de Terre française devait participer à la défense de l'Europe. C'était !

Jean KATONA

il est paru !



SOMMAIRE DU NUMÉRO 8

DÉBAT DES IDÉES
— ENTRETIEN AVEC EDGAR MORIN
— « L'ÈRE DU VIDE » - GILLES LIPOVETSKY
— « LE JARDIN DE HERDER » - LOUIS DUMONT

ENQUÊTES
— VOYAGE EN PAUVRETÉ - ANGERS 1984

CHRONIQUES
— PSYCHIATRIE : DES RÉFORMES A RECULONS ?
— HISTOIRE : LES LIBÉRAUX SELON LA CHARTE
— VOYAGES CHINE
MILLÉNAIRE, CHINE NOUVELLE

BULLETIN DE COMMANDE

Nom.Prénom :

Adresse :

commande le numéro 8 de « CITÉ » et verse pour cela 15 F à l'ordre Cité CCP 23 982 63 N Paris.
(Abonnement pour 5 parutions : 60 F normal - 100 F soutien).

un mourant en pleine forme

Le P.C., on le dit au plus bas, exsangue, déchiré par ses contradictions. Il va mourir, il est mort. Eh bien non ! Lisez donc le dernier rapport de Marchais : le «socialisme à la française» a de beaux jours devant lui...

Une réunion du Comité central du Parti, c'est un peu comme une cocotte-minute : quelque soit la pression à l'intérieur, le couvercle tient bon et l'on y cuit toujours le même bouillon et les mêmes navets. Les remous se sont calmés autour de la personnalité de Georges Marchais et le secrétaire général a pu reprendre en mains la barre. Il n'y aura pas de «Parti communiste renoué», un parti qui a proposé des mesures s'en prenant aux causes de la crise, rompu avec la solidarité internationale, et abandonné le «centralisme démocratique». Le ton est clair et sans réplique : l'époque de l'union avec le P.S. est bien finie.

Il y aurait donc eu revirement du P.C. ? Que nenni; en 1981, il n'a participé au gouvernement que parce qu'il doit «agir, et en toute circonstances (...) pour favoriser tout pas en avant». Il y eut d'ailleurs «d'abord des acquis non négligeables» : mesures sociales, nationalisations, droits des travailleurs. Mais, une «inflexion» s'est produite, à partir de l'été 1982, «sous le vocable de la rigueur». Dès lors, comme par un diabolique enchantement, le chômage s'est développé, le pouvoir d'achat érodé, l'inflation a regagné du terrain.

Cette vision évidemment simpliste ignore la part de responsabilité que la «relance» de 81-82, par ses caractères désordonnés et à courte vue doit assumer dans nos difficultés ultérieures.

G. Marchais fait cependant au passage des remarques qui nous plaisent davantage. Ainsi, il dénonce le principe de la rigueur, fondée sur «le financement du capital» et «le gonflement des profits». En fait, et nous le disons aussi, cet argent «est investi de moins en moins dans la produc-

tion nationale et de plus en plus dans des opérations financières et spéculatives (...) dans le placement à l'étranger, dans le grossissement des fortunes». Comment ne pas être d'accord lorsque Marchais donne comme priorité «le marché intérieur et sa reconquête», et ouvre «la possibilité d'agir pour résister à la domination du dollar... et la perspective de nouvelles coopérations».

Cependant tout cela reste dans le vague et ressemble fort aux grandes solutions «Ya-qu'a...», qui sont trop souvent le lot de la Gauche. Au delà, les vrais projets transparaissent, en filigrane. On y pressent la mainmise de l'Etat qui en serait la conséquence obligée, l'asservissement progressif de la société. Certes, il ne faut pas «laisser le champ libre aux gâchis capitalistes», mais on s'interroge à la pensée des gabegies soviétiques, de la désorganisation de l'économie des états socialistes, de leur bureaucratie envahissante.

Pour éviter tout cela, G. Marchais parle de «la démocratie, l'autogestion, l'élargissement des droits de l'homme»; et il appelle les Français à un «nouveau rassemblement populaire majoritaire». Puisque l'Union de la Gauche s'est révélée être un leurre, que l'objectif du Parti socialiste «et singulièrement (de) François Mitterrand» était «l'affaiblissement du Parti communiste français», il faut désormais, comme jadis, recréer l'union à la base, ou en traduction «novlangue»: «rassembler tous ceux qui veulent définir avec nous des propositions, agir et obtenir tout ce qui peut l'être» (sic). Tous ceux-là, ce sont simplement «les gens»; expression floue qui convient mieux que le traditionnel : «les travailleurs»,



et qui est sans doute promise à un bel avenir dans le lexique «marxiste-léniniste». Bref, le parti veut ratisser large.

Pétris de bonnes intentions a priori, les communsites vont «se tourner résolument vers les gens pour écouter leur opinion»... Mais qu'en sera-t-il en réalité ? Il suffit pour s'en faire une idée de se tourner vers la conception que G. Marchais se fait de la «démocratie» et de «l'écoute» à l'intérieur même du Parti, sous le doux euphémisme de «centralisme démocratique».

S'il «ne s'agit pas de dicter aux travailleurs ce qu'il faut qu'ils veuillent», le successeur de Thorez rappelle à ses camarades «qu'ils (leur) faut (...) mieux intervenir sur le front des idées et des valeurs qui conditionnent la conception que les gens se font de la réalité et de l'avenir». Le genre : «Ecoutez voir c'que t'as à m'dire» !

On se souvient alors de la blague est-allemande rapportée par Guy Konopnicki dans son livre «Le P.C.F. ou ma momie de Lénine» : pour expliquer le centralisme, un dirigeant vide un seau par la fenêtre. Pour expliquer la démocratie, il demande aux militants de base de faire remonter l'eau...

Et comme la R.D.A. se situe au sein de ces «pays où se construit une société socialiste», selon l'expression employée par G. Marchais dans un paragraphe qu'on s'étonne de ne pas voir écrit en caractères cyrilliques, il y a tout à redouter que ce «fameux socialisme à la française» serait à la démocratie réelle, ce que les lunettes du général Jaruzelski sont à la claire vision de la liberté syndicale...

Annette DELRANCK

La hausse continue du dollar ces dernières semaines vient d'en administrer une nouvelle fois la preuve. Certes le phénomène n'est pas nouveau puisque depuis l'élection de Ronald Reagan, le dollar ne cesse de monter, franchissant le seuil symbolique de 7 F en 1982 et celui de 8 F en 1983, mais depuis septembre 1984 la tendance s'est accentuée. Le 6, la devise américaine cotait 9,04 F à Paris et le 21 elle atteignait 9,72 F. Cette dévaluation de fait n'est pas propre à la France : des pays à monnaie réputée forte, comme l'Allemagne fédérale, sont aussi touchés par l'envolée du billet vert. Ainsi, le 21 septembre, à la clôture du marché de Francfort, le dollar dépassait 3,16 Deutsch Mark, alors que, compte tenu des situations économiques des deux pays, et selon des estimations autorisées, celui-ci devrait osciller entre 2,25 et 2,40 DM.

QUESTION DE LOGIQUE

Trois facteurs ont contribué à cette surévaluation non justifiée par les données économiques. Il s'agit du pouvoir d'achat de la devise U.S. par rapport aux autres monnaies, de la confiance des investisseurs dans la reprise des activités et surtout de la politique menée en matière de taux d'intérêt.

Le premier indicateur est fonction du taux d'inflation et le gouvernement fédéral a réussi cette année à ramener la hausse des prix à un niveau analogue de celui du Japon ou de la RFA (4% l'an environ prévu pour 1984). A titre de comparaison, la France s'achemine vers un rythme d'inflation de l'ordre de 7%, tandis qu'il se situe aux alentours de 60% au Mexique, 250% au Brésil et 1000% en Argentine (ce qui signifie que les prix seront multipliés par 11 dans l'année). Or la logique du système capitaliste veut que les transferts de capitaux s'effectuent en direction des pays où l'érosion monétaire est la plus faible.

En ce qui concerne la relance économique, même si elle semble s'essouffler au troisième trimestre avec un rythme annuel de 3,6% (contre 7,1 au deuxième trimestre et 10,1% au premier), elle n'en constitue pas moins une preuve de santé de l'économie américaine. Là encore, la logique veut que les possesseurs de capitaux investissent dans des pays où les perspectives de gains sont réelles.

Mais pour être importants, ces deux facteurs n'en demeurent pas moins secondaires. En effet, l'élément déterminant de la hausse des cours du dollar réside dans les taux d'intérêt pratiqués outre Atlantique. A l'époque des parités fixes, la manipulation des taux d'intérêt permettait de lutter contre les mouvements perturba-

pour en finir avec le désordre monétaire

Depuis la suppression de la convertibilité du dollar et la fin du système de Bretton-Woods, l'économie internationale subit les effets destructeurs des changes flottants. Par cette décision qui allait, en 1971, plonger l'économie mondiale dans un désordre sans précédent, les Etats-Unis montraient leur peu de souci des intérêts de leurs partenaires commerciaux et de la stabilité mondiale et faisaient de leur monnaie l'instrument le plus efficace de leur suprématie.

teurs de capitaux : lorsqu'une monnaie était sur le point d'atteindre son cours plancher, une majoration des taux d'intérêts entraînait un afflux de capitaux et la monnaie en question retrouvait sa parité officielle. Aujourd'hui, le taux d'intérêt élevé est utilisé à contre courant aux Etats-Unis. Une raison à cela : le besoin de liquidités pour combler le déficit budgétaire et financer les investissements induits par le retour à une croissance forte. Et comme la Réserve Fédérale ne veut pas ac-

croître la masse monétaire, de peur de relancer l'inflation, les taux d'intérêt battent tous les records (de l'ordre de 7 à 8% déduction faite de l'inflation). Une fois de plus la logique libérale veut que les capitaux se dirigent vers le pays où leur rémunération est la plus substantielle. Or, de janvier à septembre, l'écart entre les taux d'intérêt allemand et américain est passé de 3,5 à 6 points. Résultat : on assiste à l'heure actuelle à une véritable pénurie de dollars sur le marché des changes.

Dans ces conditions, il n'y a malheureusement pas grand chose à faire. Bien sûr, les banques centrales des principaux pays développés (et même l'URSS à en croire certains bruits) peuvent intervenir comme vient de le faire la Bundesbank en vendant dès le 21 à Wall Street un demi-milliard de dollars. Mais les précédentes interventions de Bonn au moment où le dollar valait 2,50 DM puis 2,80 DM ne l'ont pas empêché par la suite de dépasser largement le seuil psychologique des 3 DM. Il n'en reste pas moins que le lundi 24, la devise américaine était descendue à 3,02 DM et 9,26 F. Rien ne permet aujourd'hui de se prononcer sur la durée et sur l'ampleur de cette chute : dans les semaines à venir, sinon les prochains jours, le dollar peut reprendre son ascension vers les 10 F. Quoiqu'il en soit le dérèglement monétaire dont le monde entier subit les conséquences depuis

treize ans, devient insupportable. Dans l'immédiat et en ce qui concerne l'économie française, la folle escapade du billet vert va provoquer un redémarrage de l'inflation et risque à terme de compromettre les bons résultats enregistrés en août par notre commerce extérieur. Car, même si nos exportations vers les Etats-Unis ont augmenté de 61% depuis le début de l'année, il ne faut pas oublier que nous réglons une partie de nos importations en dollars. Quant aux pays fortement endettés - dont il a été question au cours de l'assemblée annuelle du FMI sans qu'aucune solution concrète ne soit envisagée - tout renchérissement du dollar sera traduit par un alourdissement de la charge de remboursement.

Reste alors à attendre le résultat de la consultation électorale de novembre car une chose semble désormais certaine, le prochain président devra pour résorber le déficit budgétaire, augmenter les prélèvements obligatoires. Ceci aura pour effet secondaire de ralentir le rythme de la croissance. Ces deux facteurs cumulés devraient réduire le besoin de liquidités et par conséquent les taux d'intérêt. Reste aussi à espérer que les spéculateurs, inquiétés par l'endettement international des Etats-Unis (le déficit de la balance commerciale avoisnera cette année les 130 milliards de dollars) limitent leur confiance dans la monnaie U.S. Mais une situation inverse où le dollar se déprécierait ne serait guère plus viable compte tenu du rôle pilote que jouent les Etats-Unis : nous l'avons vu en 1971 et sous la présidence de Jimmy Carter.

LES CONDITIONS D'UN NOUVEL ORDRE MONÉTAIRE

Dès lors un nouvel ordre monétaire mondial est plus que jamais souhaitable, qui verrait petit à petit une «monnaie pour le monde», condition sine-qua-non d'un pouvoir monétaire partagé et réglementé en vue d'équilibres tolérables entre les flux de biens réels et les flux de moyens d'échanges» (1), remplacer une «monnaie mondiale» (le dollar) au service de dominances et de dominations partielles cumulatives» (1).

Mais avant d'en arriver là, encore faut-il s'attaquer à l'élément perturbateur par excellence qui empêche tout système monétaire d'exister et qui fut une des raisons de l'échec du système mis en place à Bretton-Woods : l'inflation.

Patrice LE ROUÉ

(1) François Perroux - Dialogue des monnoies et des nations- P.U.G. 129 F franco.



tchad : le succès du président

Au Tchad, le Président de la République a mené une politique ferme, en dépit de toutes les pressions qui se sont exercées sur lui. Sa détermination porte aujourd'hui ses fruits.

Il y a un an, la décision de déclencher l'opération Manta avait provoqué, comme toute initiative présidentielle, crieries en tous genres et doutes trop méthodiques pour être tout à fait honnêtes. D'un côté, on s'écriait que F. Mitterrand avait trop attendu et que son «indécision» avait permis l'avancée libyenne en territoire tchadien. Il aurait fallu en découper, et tout de suite, contre un Kadhafi présenté comme un nouvel Hitler. De l'autre côté, ou du même, on s'inquiétait du risque d'enlèvement de la France dans un conflit sans issue. L'U.D.F., par les voix de MM. Lecanuet et Daillet, osait même affirmer que la France avait «perdu de son autorité», et dénoncer une «paralysie dans l'action sans précédent sous la Vème République».

C'était oublier que la France avait inscrit son action militaire dans des principes rigoureux, sans cesse réaffirmés tout au long de sa présence au Tchad. Il s'agissait non de mener une croisade, mais de défendre, sur sa demande, l'in-

dépendance d'un pays ami contre une agression extérieure.

Comme nous l'écrivions en octobre dernier, «en traçant la fameuse ligne rouge, la France posait les conditions d'une négociation». Celle-ci s'est poursuivie pendant des mois, avec une discrétion que le pauvre docteur Pons a eu la légèreté de condamner. Ce «secret» a permis de préparer l'accord, qui a été conclu au bon moment : quand Kadhafi a compris qu'il était diplomatiquement isolé et qu'il ne parviendrait jamais, malgré ses rodomontades, à imposer une solution militaire. Ce qu'on a appelé «enlèvement» n'était donc que fermeté patiente et dissuasion efficace puisque l'affrontement direct a été évité.

Sans doute, l'accord entre la France et la Libye n'apporte pas de solution définitive à la très ancienne crise intérieure tchadienne. Mais les acquis obtenus sont essentiels. D'une part, l'expansionnisme libyen est arrêté pour longtemps, et peut-être de façon définitive car le pouvoir de l'étrange colonel est de plus en plus menacé. Son nouvel échec n'arrangera pas les choses. D'autre part, la France accroît son prestige en Afrique, en démontrant qu'elle sait remplir strictement et jusqu'au bout son devoir d'assistance, sans avoir d'ambition colonialiste et sans intervenir dans les affaires intérieures des Etats.

Que ce succès de la diplomatie présidentielle et de l'action militaire décidée en août 1983 soit aujourd'hui reconnu de tous les côtés permet d'apprécier encore mieux son ampleur. Désormais, qui osera soutenir que la France n'a pas de politique étrangère indépendante et fidèle à sa vocation ?

Sylvie FERNOY



l'été

Le Maroc a connu tout au long de ces dernières semaines un bouillonnement diplomatique et quelques événements intérieurs qui pourraient, à moyen terme, modifier durablement les cartes de la puissance au Maghreb.

Son rapprochement spectaculaire avec la Lybie semble avoir surpris la plupart des observateurs. Pourtant, des signes l'annonçaient; déjà l'an passé, le colonel Kadhafi, qui en d'autres temps avait voué la «monarchie pourrie» des Alaouites à l'enfer des musulmans, s'était rendu à Rabat et la presse officielle, avec des hauts et des bas il est vrai, n'avait cessé de s'en réjouir. L'accord des Etats marocain et lybien, des circonstances en expliquent l'opportunité : Hassan II et Kadhafi sont aux abois.

Le colonel lybien a dû faire face ces derniers temps à une suite d'échecs intérieurs et extérieurs; il lui fallait un succès quelque part, n'importe où, avec n'importe qui, fût-ce le diable; il lui fallait de nouveau étonner le monde. Enlisé au Tchad, écarté par l'Algérie (avec qui il a des problèmes de frontières) d'un accord entre Chadli, Bourguiba et les militaires mauritaniens au pouvoir, scellant une assistance commune en cas de menace sur les frontières de chaque Etat, il a dû dans le même temps réprimer un mouvement d'opposition religieuse et affronter la «grogne» de la bourgeoisie de Tripoli de plus en plus irritée par une politique qui souffle du désert contre la ville; il a enfin fort mal digéré son échec à la présidence de l'O.U.A.

De son côté, Hassan II était isolé, menacé, dans une impasse diplomatique et militaire. Certes, sa politique de «récupération» des terres du Sud fait l'unanimité de la classe politique marocaine, de Istiqlal (parti nationaliste) au P.P.S. (parti communiste) en passant par l'U.S.F.P. (parti socialiste); seuls quelques gauchistes (souvent en prison) font figure d'égares dans une opinion publique qui, elle, ne doute pas de la marocanité du Sahara. Mais cette politique a des coûts politiques, financiers et sociaux élevés. Si

sur le terrain, après des revers spectaculaires, l'armée marocaine a pris l'avantage en parvenant à enliser les Sarhaouis dans les sables, la même armée, devenue puissante, constitue pour le roi une menace permanente, la seule à vrai dire, - comme l'atteste l'exécution de Dlimi, lequel semble avoir souhaité s'entendre directement avec les Sarhaouis à défaut de pouvoir exercer le droit de suite en territoire algérien (dont sagement Hassan II s'est toujours refusé à donner l'ordre). Cette armée, il faut donc la maintenir au Sud tout en lui donnant des gages : jouer un mauvais tour diplomatique à l'Algérie tenue, non sans raisons, pour responsable de la guerre, en est un. L'accord avec Kadhafi vient donc à point nommé, redonnant par la même occasion l'initiative du jeu diplomatique au Maroc cruellement isolé ces derniers temps (le roi avait envoyé, en vain, des émissaires dans les grandes capitales du monde, dont Ali Yata, chef du P.P.S., à Moscou pour y expliquer sa position).

Mais cette politique saharienne coûte cher aussi parce qu'elle engage chaque jour des frais énormes auxquels le Maroc est incapable de faire face. Jusqu'à l'année dernière, l'Arabie Saoudite finançait directement les dépenses courantes du royaume chérifien; elle a cette année encore entièrement pris en charge le coût de la conférence islamique de Casablanca. Mais pour elle, dont les revenus baissent, il n'est plus possible de continuer. Hassan II se devait donc de tarir l'une des sources majeures de l'approvisionnement des Sarhaouis et, pourquoi pas, de la canaliser vers son Etat. Il est probable que l'accord avec Kadhafi comporte dans les faits, pour les Marocains, des avantages en nature.

marocain

C'est que si la situation intérieure apparaît relativement saine, malgré quelques «bavures», la situation économique du Maroc est franchement préoccupante et, partant, la situation sociale. Le Maroc subit, outre la guerre, de plein fouet les conséquences de la crise mondiale, à quoi s'ajoute la sécheresse. On n'a pas oublié la violence des émeutes de la faim en juin 1981, consécutives à des

mesures de vérité des prix dictées par le F.M.I. Le Maroc a dû négocier en fin d'année passée le rééchelonnement de sa dette extérieure. Les recettes du commerce extérieur diminuent; le tourisme se porte mal; les phosphates, dont le royaume chérifien est l'un des premiers exportateurs mondiaux, rapportent moins que prévu. Le pays s'appauvrit, - ce qui n'empêche hélas pas la bourgeoisie de

s'enrichir par le biais de spéculations immobilières auxquelles le pouvoir n'a que timidement tenté de s'opposer (comme dans de nombreux pays du tiers monde, le Maroc a sa bourgeoisie, mais pas de capitalistes !). A ce tableau, sombre, s'ajoute la sécheresse. Les pluies sont depuis cinq ans dramatiquement insuffisantes; les barages, à sec; les oasis desséchées. Des centaines de milliers de ruraux, vendant pour rien des troupeaux qui n'ont plus de pâturage, montent à la ville, principalement à Casablanca, et grossissent la cohorte des chômeurs, multiplient les mécontents, accroissent l'insécurité. Il faut donc à Hassan II trouver de l'argent et épouser une force de travail sans emploi. La Lybie, demandeuse de main-d'œuvre, peut absorber une partie des chômeurs. Mais l'accord avec Kadhafi a un autre mérite, en creux si l'on veut. Hassan II et son premier ministre, Karim Lamrani, qui conserve, rappelons-le, la direction des phosphates, sont déçus par l'aide américaine dont ils attendaient en dotation un volume plus important. L'accord est vraisemblablement un moyen à leurs yeux d'exercer une pression sur Washington; voire sur Paris.

C'est aussi un instrument que Hassan II s'est donné pour manifester avec éclat l'indépendance de sa politique à l'égard des blocs et une sorte de gage à son opinion publique. Car si des raisons objectives expliquent ce rapprochement entre la Lybie et le Maroc, les motivations psychologiques n'en sont pas absentes. Cette diplomatie spectaculaire a un impact considérable sur la sensibilité marocaine toujours vive à l'endroit de la solidarité arabe et peu ouverte, c'est le moins qu'on puisse dire, du moins chez les étudiants, aux charmes de l'impérialisme américain. Or, on le sait, Hassan II, nettement pro-occidental, risquait de faire figure dans cette partie du monde de pion américain. Il était souhaitable qu'il se démarquât de cette image:

c'est largement fait grâce à son union avec le champion de l'anti-américanisme.

Il n'est pas exclu enfin que les deux hommes, à la personnalité puissante, machiavélique, se soient reconnus comme des monstres de la politique, trouvant dans ce rapprochement des contraires l'occasion de se donner à chacun une dimension plus grande. Hassan II et Kadhafi ont le sens de leur mission: la nationalisme marocain chez l'un (voire un certain gaullisme, en politique extérieure du moins), le panarabisme chez l'autre. Provisoirement, les deux courants et les deux hommes vont dans le même sens.

Pour combien de temps? C'est ce qu'il n'est au pouvoir de personne de dire. Avec le succès aux toutes récentes élections législatives du jeune parti de Me Maati Bouabib, l'ancien premier ministre, le pouvoir sort conforté de la consultation populaire. Le Maroc a, par la même occasion, renforcé son image de marque auprès des démocraties occidentales, - malgré la mort en prison de deux grévistes de la faim. Toutefois, la société est traversée de forces contraires: étudiants marxisés, étudiants islamisés, fonctionnaires mal payés, régions diversement développées (on se souvient des violentes émeutes de janvier 84 dans le Rif, à caractère essentiellement économique), particularismes ethniques (le Maroc est un pays à 80% berbère), autant de composantes dont le pouvoir a su, jusqu'à présent, jouer habilement: soit en les opposant, soit en les endormant, soit encore en les réprimant. Mais dans ce pays où la gentillesse de la population et son accueil sont à juste titre reconnus, tout est possible car les passions éclatent avec violence; avec le même excès, le Marocain adore ce qu'il a brûlé, brûle ce qu'il a adoré. Quoi qu'il en soit, l'Histoire étant ce qu'elle est, - et la géographie - la France a, par delà les idéologies au pouvoir, un intérêt culturel, politique et économique tel à l'alliance marocaine et ensemble algérienne, qu'il n'en faut pas plus pour comprendre l'heureuse précipitation de François Mitterrand à se rendre à Ifrane quelques jours après la signature d'un accord à tous égards historique.

H. EL-MISRANI



penser la révolution française

Ce titre programme de François Furet devrait constituer pour les années qui nous séparent du deuxième centenaire de 1789 le mot d'ordre commun à ceux qui ont le sentiment tout à fait fondé que cet événement majeur ne cesse de peser sur nos représentations idéologiques et politiques.

Faire l'histoire de la Révolution, c'est presque à tout coup marquer son choix pour une philosophie de l'histoire et donc prendre parti aujourd'hui pour tel projet social et plus encore telle conception du monde. C'est dire que le terrain est piégé, qu'il rend difficile la tâche du travailleur qui se voudrait irénique. Mais l'irénisme est-il possible lorsqu'il s'agit d'une telle intrusion de violence, seul moyen adéquat disent quelques théoriciens, pour accoucher de la société nouvelle ?

Il ne le semble pas. Max Gallo, qui fut porte parole du précédent gouvernement n'a pas hésité à parler de «révisionnisme» à propos des travaux qui mettent à mal les dogmes de l'historiographie de 89. «Révisionnisme», est-il besoin de le rappeler n'est plus désormais le mot qui désigne la trahison de la pureté marxiste-léniniste, mais celui qui stigmatise la tentative de Faurisson et de quelques séides pour démontrer l'inexistence des chambres à gaz dans l'Allemagne nazie. En clair, c'est une étiquette d'infamie que le ministre n'a pas hésité à coller sur des hommes dont le seul crime est d'avoir osé écrire qu'une étude attentive des stratifications sociales et des événements obligeait à récuser quelques vérités toutes faites. Il ne fallait pas être grand clerc pour deviner qui était visé. On comprend les raisons d'une telle outrance. Max Gallo et nombre de ses amis sentent le sol se dérober sous leurs pas à mesure que le mythe révolutionnaire s'étiole. Mais à ce compte on risque bientôt la panique.

Voici maintenant un petit livre lourd de substance qui nous parvient d'outre-manche sur le sens de la révolution française. Ce n'est pas du vraiment nouveau puisque la première édition aux Presses universitaires de Cambridge est de

1964. Son auteur, Alfred Cobban, disparu en 68, fut un spécialiste mondialement réputé de la France moderne, grand connaisseur de l'historiographie classique de la Révolution chère à l'excellent Gallo. Son ouvrage préfacé par Emmanuel Le Roy Ladurie est une remise en cause impitoyable de l'analyse sociale sur laquelle sont fondés les travaux d'un Lefebvre ou d'un Soboul, et de façon plus générale une pulvérisation du schéma marxiste. Est-il utile de le rappeler ? Le mode de production capitaliste détermine la disparition du mode de production féodal et donc une révolution politique qui aboutit à la prise de pouvoir de la bourgeoisie, la monarchie s'identifiant à l'ordre féodal. Élémentaire, mon cher Max ! Mais non, faux, complètement faux !

D'abord la féodalité. Que signifie ce terme du Moyen-Age, par rapport à la société du XVIII^e siècle ? A peu près rien, à moins que l'on identifie système féodal et droits seigneuriaux, ce qui est absurde. Dans l'Ancien Régime, le droit de propriété qui appartient à l'«occupant» de la terre est totalement distinct du droit seigneurial. Ce dernier suppose il est vrai des servitudes mal acceptées par les paysans qui les subissent. Mais ceux qui croient distinguer dans la lutte pour sa suppression le clivage de lutte des classes entre noblesse et bourgeoisie capitaliste sont complètement hors du coup. En effet, la bourgeoisie profite largement du système seigneurial auquel elle participe par le rachat de seigneuries et la mise en ferme de celle-ci. Le mouvement qui aboutit à l'abolition des taxes seigneuriales fut exclusivement l'œuvre de la paysannerie «acceptée de mauvais gré par les hommes qui établirent les cahiers des villes et des bailliages, et arrachée à



l'Assemblée nationale par la peur qu'inspirait une révolte paysanne».

Il s'ensuit que le schéma marxiste est un mythe et que la réalité sociale, autrement complexe, réserve bien d'autres surprises. Cette bourgeoisie, qui fut sans conteste animatrice de la Révolution, n'est pas n'importe quelle bourgeoisie et sûrement pas la bourgeoisie dont Marx fait l'éloge dans son manifeste. Une analyse de la composition des assemblées révolutionnaires met en évidence la prépondérance écrasante des officiers de bailliages et des membres des professions libérales. La classe commerçante, financière et industrielle montante en est totalement absente. Et il ne sert à rien d'affirmer à l'encontre de ce fait que la Révolution allait dans le sens de son intérêt, comme le dit Georges Lefebvre, ou encore que les Girondins vaincus par la Montagne représentaient cette classe progressiste. C'est une pure fiction.

Ce qui est vrai, en revanche, c'est le déclin économique dont la Révolution fut la cause ainsi que l'arrêt du développement industriel qu'elle entraîna. En 1815 la France était en bien plus mauvais état qu'elle ne l'était en 1789. Certes, on peut invoquer les guerres pour l'expliquer : «Plus important est le fait que les indices dont nous disposons sur l'organisation du commerce et de l'in-

dustrie montrent globalement, celle-ci restait, en 1815, ce qu'elle avait été en 1789.» Il faudra, précise Le Roy Ladurie, la monarchie restaurée pour que les échanges extérieurs reprennent un haut niveau.

Les tenants de l'historiographie classique pourront rétorquer en dernière instance, qu'une telle critique acérée aboutit à nier l'importance de la Révolution. A cela Alfred Cobban répond simplement : «je veux simplement découvrir ce qu'elle a été.» Éliminons les hypothèses réfutées. La Révolution n'est pas la mise à mort de la féodalité, elle n'est pas non plus l'avènement de la bourgeoisie «progressiste». Qu'est-elle alors ? La thèse de Cobban s'énonce simplement : «Toute l'évolution de la société française apparaît sous un éclairage différent si nous admettons que la Révolution fut le triomphe des couches possédantes terriennes conservatrices, petites et grandes». Ce sont elles qui acquièrent durablement une position prépondérante, consacrée par Napoléon lorsque ce dernier stabilisera la Révolution. On a souvent souligné avec juste raison que ce génie stratégique ne sut pas voir l'intérêt de l'expansion industrielle et que ses préférences allaient à la stabilité d'une société rurale. De même, la monarchie «bourgeoise» de Louis-Philippe est «un gouvernement par et pour les propriétaires terriens».

Qui sont ces propriétaires ? D'où viennent-ils ? Il faudra encore bien des études pour en avoir une idée exacte. Aux possesseurs d'Ancien Régime s'ajoutèrent quantité d'hommes d'affaire et de loi qui profitèrent de l'aubaine pour acquérir terre et maisons. Ce qui paraît sûr en tout cas, c'est qu'un clivage très net s'établit entre villes et campagnes, parce que ce sont les notables des villes qui prirent possession des biens nationaux cédés par l'Eglise. D'où la colère et la révolte des campagnes. Paul Bois, dans sa célèbre thèse, avait bien mis en évidence le retournement de l'Ouest où Chouans et Vendéens se révoltent contre les républicains des villes.

La Révolution est donc une affaire de riches. Elle devait même se montrer «plus impitoyable que l'Ancien Régime dans son refus d'admettre que la population pauvre avait de légitimes sujets de plainte ou que le gouvernement devait intervenir pour y répondre». Et notre historien d'insister : la Révolution «fit avorter le mouvement en faveur d'un meilleur traitement des couches les plus pauvres de la société, qu'elles fussent rurales ou urbaines, mouvement qui était apparu au cours des dernières années de l'Ancien Régime». Les pauvres furent les premiers perdants de la grande Révolution.

Les travaux les plus récents de François Furet et d'autres ont depuis confirmé bien des conclusions d'Alfred Cobban. Ils les ont aussi complétées ou élargies. L'intérêt premier de la recherche de l'historien anglais est d'avoir concentré tous ses efforts sur les stratifications sociales de la France du XVIIIe siècle et leurs

modifications au cours de la décennie révolutionnaire. L'analyse marxiste s'en trouve frappée définitivement de désuétude. Totalement erronée, démentie sur le point qui paraissait le plus solide de sa démonstration, elle perd toute prétention à la vérité et à l'universalité. Par delà la Révolution, nous comprenons mieux la structure de la société française durant tout le XIXe siècle et son conservatisme foncier. Le Roy Ladurie conteste pour sa part que le thème de l'égalité ait joué durant la tourmente comme un pur exercice littéraire. Il a pour lui Tocqueville. Il me semble pourtant que la question doit être réexaminée. La passion de l'égalité peut être aussi passion d'identification avec celui qui possède le plus. Mais Cobban pêche par sous-estimation systématique des facteurs idéologiques. L'objet propre de son étude l'explique en partie. Mais la seule histoire sociale n'explique pas 89 et 93. Le problème politique est central. Or la stratification sociale laisse hors de son champ l'Etat monarchique «construction complexe... bâti à l'écart de la noblesse, du moins traditionnelle; et souvent contre elle» (Le Roy Ladurie). Enfin, la révolte de l'Ouest, analysée, indépendamment de ses motifs de foi religieuse devient pur fantasme de sociologue. La grandeur tragique de la Révolution tient dans son défi au christianisme. Nous le montrerons bientôt à la lumière d'un nouveau livre fondamental de Jean Dumont.

Gérard LECLERC

Alfred Cobban - *Le sens de la Révolution française*. Commentaire/Julliard. Prix franco : 71 F.



l'effet le pen



Dans un dossier rassemblé au fil des jours, mais d'une remarquable solidité, Alain Rollat et Edwy Plenel analysent les origines et l'aggravation du nouveau symptôme d'un très profond malaise.

Qu'on ne s'y trompe pas : «L'effet Le Pen» n'est pas un livre polémique. Tous deux journalistes au «Monde», A. Rollat et E. Plenel ont seulement voulu connaître et comprendre les raisons du succès d'un mouvement trop longtemps considéré comme un épiphénomène. Leur premier mérite a été de pressentir que l'effet Le Pen serait important et durable. Le second est d'en donner, au terme d'une analyse méticuleuse, une explication claire et fondée. Dans ce dossier, pas de sensationnel, mais des faits, des chiffres et des citations. Mais l'ensemble est accablant, aux deux sens du terme. Accablant comme une maladie qui vous mine. Accablant pour ceux qui, désormais exploitent le refoulé raciste, antisémite et xénophobe. Il faut relire, sur ce point, le compte rendu de la journée dite d'«amitié française» du 16 octobre 1983, au cours de laquelle juifs et francs maçons furent dénoncés comme sous l'Occupation.

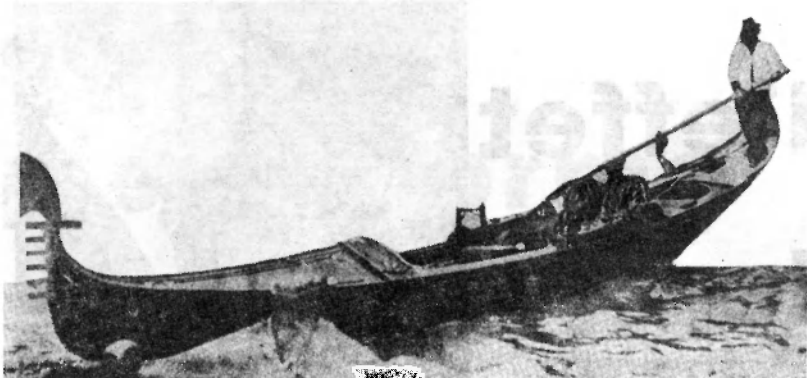
Il ne suffit pas de s'indigner et l'on aurait tort, surtout, de croire que l'électorat de Le Pen se confond avec l'extrême-droite traditionnelle, catholique intégriste, antigauilliste et nostalgique de Vichy. Elle existe bien sûr, à nouveau virulente, et Le Pen en est une des figures. Mais il y a plus in-

quiétant encore. Comme nous l'avons dit dans ce journal, comme Rollat et Plenel le démontrent, le succès du «Front National» est la manifestation d'une angoisse collective dont beaucoup, venus du R.P.R. ou du giscardisme ou anciens électeurs de F. Mitterrand, cherchent à se libérer.

L'habileté de Le Pen a été de donner à la peur diffuse, au malaise urbain, une cause prétendue (l'immigré) et d'exploiter le désir d'un «retour aux valeurs». Dans une société éclatée, sans repères ni tabous, séparée brutalement de son passé et dépourvue de toute espérance, tout est effectivement possible, et d'abord ce qui est odieux et vain. Et Le Pen, qui n'a pas changé depuis sa jeunesse extrémiste, Le Pen qui ose écrire que «le national-socialisme, qui n'a été jusqu'ici que jugé par ses vainqueurs, le sera dans l'Histoire», Le Pen qui exploite les rancœurs et manipule les fantasmes d'une population déboussolée, Le Pen si archaïque et si moderne a encore de «beaux» jours devant lui. Le livre de Rollat et Plenel nous permet de prendre l'exacte mesure du danger.

Yves LANDEVENNEC

A. Rollat, E. Plenel - *L'effet Le Pen*. La Découverte/Le Monde. Prix franco : 73 F.



la gondole diplomatique

Prestigieuse cité marchande ouverte sur l'Orient d'où elle tire toute sa richesse, convoitée par plus d'une puissance étrangère, Venise devait-elle tomber au XVII^e siècle sous le joug espagnol ?

Evelyne Deher, dans son dernier roman, nous conte cet épisode de l'histoire de la Ville, lorsque Don Alphonso de la Cueva, alors ambassadeur d'Espagne conspira contre la Cité des Doges afin de la soumettre à l'autorité de son roi Philippe III. Pour modifier le destin de Venise, l'Ambassadeur et ses hommes de confiance n'hésitèrent pas à user de stratagèmes, à exercer des chantages voire à se servir d'innocents comme de simples pions.

La Sérénissime était-elle consciente du danger qui pesait sur elle ? Avait-elle la possibilité de se défendre contre une quelconque agression ? A ces questions, la Cité ne donnait pas ou peu de réponse, elle était trop soucieuse d'étendre son commerce et de festoyer. L'Ambassadeur d'Espagne, quant à lui, avait pris le soin de poser le problème, son projet de conspiration en fournissait la solution.

L'auteur nous offre une admirable fresque historique richement documentée où chaque personnage, historique ou romanesque,

chaque trait de caractère, est décrit avec finesse. Le suspense est ménagé jusqu'aux dernières pages, l'aisance du style rapide et soutenu rend le livre passionné et passionnant. Evelyne Deher aime ses personnages et réussit à nous les faire aimer. Les situations dans lesquelles ils évoluent, avec pour toile de fond le Carnaval, sont dignes des meilleurs livres d'espionnage.

Ce roman historique est bien plus qu'un simple roman, outre la conséquente recherche qu'il a supposée, il est ponctué, au détour d'une question ou d'une impression, de phrases voire de pages s'attachant à une réflexion sur les femmes, les hommes, le pouvoir et l'ambition. Ne qualifions pas ce roman de métaphysique, toutefois la justesse des propos émis, la profondeur de certaines descriptions l'y rapproche à plus d'un égard.

J.-L. LANHERS

Evelyne Deher - *L'or de Venise* - Ed. Presses de la Cité. Prix franco : 82 F.

l'étape de la parution

Annoncé depuis plusieurs mois, le livre de Bertrand Fessard de Foucault vient de paraître dans la collection «Lys Rouge». C'est un succès pour les amis de la N.A.R.

Nous avons en effet toujours eu l'ambition de prendre pied dans le secteur de l'édition. C'est un terrain très intéressant pour nous qui cherchons à faire passer des idées, mais un terrain miné car la hausse phénoménale des coûts de fabrication, le quasi monopole de la distribution, interdisent à tous ceux qui ne sont pas issus du sérail de faire leur place au soleil. Grâce à l'amitié de B. Fessard de Foucault nous avons pu éditer cette étude dont nous savons qu'elle rencontrera un public puisque le dernier livre de Bertrand Renouvin sur un sujet proche a connu un beau succès de vente, notamment à l'étranger (Grande-Bretagne, R.F.A., Japon (!)...). Cependant la mise de fonds initiale a été faite par les lecteurs de «Royaliste» qui ont accepté de souscrire à ce livre dès l'annonce du projet. Sans eux, rien n'aurait été possible.

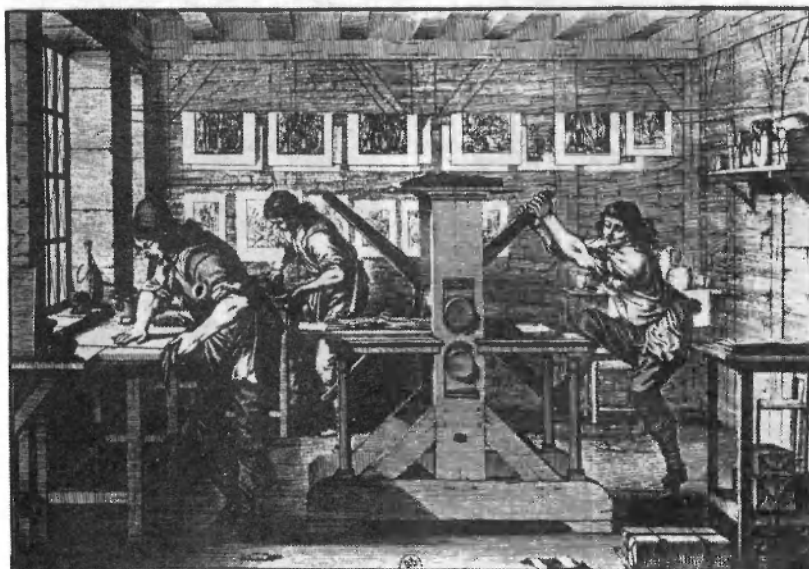
Mais l'étape de la parution n'est rien. Il faut désormais réussir

l'étape de la diffusion. Et là nous comptons encore sur vous. Des prix par quantité vous seront consentis sur demande. Vous pouvez agir auprès des bibliothèques municipales et d'université en inscrivant ce livre sur les «cahiers de suggestions», en le réclamant aux membres des «commission de sélection». Dans ce cas, inscrivez «Ch. Maurras et le socialisme», B. Fessard de Foucault - Ed. SNPF, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris.

Et quand ce travail aura donné ses fruits, alors, mais alors seulement, nous vous annoncerons nos nouveaux projets. Ils sont nombreux, et il y en a pour tous les goûts. Merci de nous donner les moyens de nos ambitions.

Frédéric AIMARD

Bertrand Fessard de Foucault - *Charles Maurras et le socialisme* - Edition «Royaliste» CCP 18 104 06 N Paris. Edition originale numérotée : 149 F franco - Edition normale : 129 F franco.



ACTION ROYALISTE

LE LYS ROUGE

Depuis 1976, le «Lys Rouge» s'est voulu espace de liberté, revue laboratoire, fenêtre ouverte sur des domaines échappant d'ordinaire à nos investigations. Pour découvrir les différentes phases de cette revue, armez vous de toute votre indulgence et commandez quelques numéros anciens. Il en reste encore pour les numéros suivants : Numéro 4 : Enquête sur le logement; étude sur l'enseignement; vers une nouvelle politique industrielle. poly. 56 pages : 5 F — Numéro 5 : L'aménagement industriel, économique et touristique du territoire : reconnaissance de l'écologie; Débat sur le nucléaire; Projet de réformes études médicales. poly. 32 pages : 5 F — Numéro 6 : Combat pour la francophonie; le système monétaire européen; la France est royaume, par Luc de Goustine. poly. 36 pages : 5 F — Numéro 8 : Dossier Sécurité Sociale - Enquête sur le logement. poly. 40 p.:5F — Numéro 9-10 : Débat sur la légitimité; le discours légitimiste est nécessairement de synthèse; légitimité et élection présidentielle; le concept de légitimité chez Ph. de Saint Robert; réflexion sur la tradition royale par H. Montaigu; l'orléanisme. brochure de 30 pages : 10 F — Numéro 11 : Débat sur la légitimité (2) : l'Etat légitime; la révolution légitime; le prince et le peuple; textes et documents / Débat sur l'Espagne (1) : texte intégral de la

constitution; l'Espagne et la décentralisation; Monarchie espagnole et projet monarchique français. broch. 36 p. : 10 F — Numéro 12 : Débat sur la légitimité (3) : fondement historique de la légitimité gaullienne / Débat sur l'Espagne (2) : Des prérogatives de la Couronne; lecture critique d'un numéro de la revue «Pouvoir». broch. 35 p. : 10 F — Numéro 13 : Un projet culturel pour le bassin de l'Adour - Enquêtes sur les monarchistes étrangers. broch. 32 p. : 10 F — Numéro 14 : Courrier des lecteurs; la NAR et le PPM portugais : une ligne politique pour l'an 2000; reportage sur les journées royalistes en italien; Hegel, Dieu et l'Etat; Etude sur le revenu agricole. poly. 32 p. : 12 F — Numéro 15 : Lettre sur l'avenir du royalisme; débat sur la politique économique du gouvernement; Royalistes et républicains à Lyon dans les années 1830. poly. 34 p. : 12 F — Numéro 18 : La bataille du bi-centenaire de la révolution; «Charles Maurras et la question sociale» devant la presse; «Charles Maurras et le socialisme» (bonnes feuilles); Nouvelles du royalisme à travers le monde; La nouvelle citoyenneté (1). poly. 40 p. : 12F — Numéro 19 : Livre de presse des Girault de Coursac; Monarchisme international; «La Nouvelle Henriade» (poésie de B. Dumas de Mascarel); La Nouvelle citoyenneté (2). poly. 30 p. : 10 F.

Toute commande accompagnée de son règlement à l'ordre de «Royaliste» CCP 18 104 06 N Paris.

nos lecteurs sont conviés

POT DE RENTRÉE DE LA RÉGION PARISIENNE

qui aura lieu le

Samedi 6 Octobre
de 17 heures à 20 heures

dans les locaux du journal, 17, rue des Petits-Champs,
4ème étage (métro Bourse ou Palais-Royal).

A 17 h 30 : allocution de Bertrand RENOUVIN

A cette occasion vous pourrez faire connaissance avec les principaux responsables du mouvement et de la région parisienne. Les étudiants et lycéens sont tout particulièrement conviés à ce pot qui leur permettra de prendre contact avec les animateurs de «Royaliste-Université».

vous êtes tous concernés !

Nos lecteurs habituels le savent : un journal comme le nôtre ne peut espérer augmenter sa diffusion que grâce à leur concours actif.

En effet la modicité de nos moyens financiers nous interdit d'organiser, à l'inverse de la presse à grand tirage, des campagnes publicitaires spectaculaires appuyées par de l'affichage commercial et par l'envoi de millions de circulaires par la poste.

En revanche nous disposons de votre bonne volonté et nous n'hésitons pas à y faire appel. Faire connaître «Royaliste» est une tâche de propagande simple, qui peut être faite par tout le monde, même par des isolés.

Nous vous proposons aujourd'hui deux moyens précis :

- la distribution de journaux invendus auprès de vos amis et relations. Nous tenons gratuitement à votre disposition des invendus de la quinzaine précédente. Vous aurez seulement à payer le port.

Tarif pour six mois : 5 ex. 47 F 10 ex. 87 F, 15 ex. 127 F.

- la distribution de mini-tracts dans les boîtes aux lettres. Au format 15 x 10,5 cm, trois modèles sont à votre disposition comportant tous au verso une demande de documentation.

Tarif : 700 ex. 26 F, 1400 ex. 44 F, 2000 ex. 60 F.

Maintenant, à vous de jouer, vous pouvez et devez tous participer à cet effort commun.

PARIS - MERCREDIS DE LA N.A.R.

Les «mercredis de la N.A.R.» reprennent le 10 octobre, après l'interruption des vacances. Les conférences ont lieu dans les locaux du journal, 17, rue des Petits Champs, 75001 Paris - 4ème étage (métro Bourse ou Palais-Royal) et commencent à 20 h précises. (Fermeture des portes de l'immeuble après cette heure), elles se terminent à 22 heures. L'entrée en est libre et gratuite.

● Mercredi 10 octobre - Pour inaugurer ce début d'année et la reprise des «Mercredis» il nous a paru utile de faire le point sur notre action et d'envisager ses développements futurs. C'est ce que fera Bertrand RENOUVIN dans une conférence intitulée : « L'action royaliste aujourd'hui : bilan et perspectives ». Comme il est de coutume aux Mercredis la conférence sera suivie d'un débat.

● Mercredi 17 octobre - Les succès électoraux de Jean-Marie Le Pen, la banalisation des thèmes qu'il développe, ne manquent pas d'inquiéter. Alain ROLLAT et Edwy PLENEL, journalistes au «Monde», viendront analyser pour nous les causes profondes de ce phénomène en nous présentant leur dernier livre « L'effet Le Pen »

● Mercredi 24 octobre - Il n'existait pas jusqu'à maintenant de bonne biographie de l'historien royaliste Jacques Bainville qui était à la fois célèbre et méconnu. Cette lacune est aujourd'hui comblée grâce à Jean MONTADOR qui vient de publier un «Jacques Bainville, historien de l'avenir». Jean Montador viendra nous montrer combien la méthode bainvillienne reste aujourd'hui d'actualité.

● Mercredi 31 Octobre - Pas de réunion en raison des congés de la Toussaint.

Y.A.

royaliste ♦

SOMMAIRE :
p. 2 : Et la Sécu ? - p. 3 : Sur l'Elbe rapidement ! - p. 4 : un mourant en pleine forme - p. 5 : Pour en finir avec le désordre monétaire - pp. 6-7 Tchad - Maroc - p. 8 : Penser la Révolution française - p. 9 : L'effet Le Pen - p. 10 : la gondole diplomatique.

Directeur de la publication : Y. Aumont
Imprimé en France - Diffusion NMPP
N° de commission paritaire 51700.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (50 F), 6 mois (95 F), un an (165 F), de soutien (300 F)*
(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Georges Marchais a raison. Le constat peut surprendre, mais il serait dommage de ne pas se rendre à l'évidence. Georges Marchais a raison quand il souligne, devant le comité central du Parti communiste, la «nature quasi-monarchique du pouvoir» dans la Constitution de la Vème République.

La lecture de l'ensemble du texte montre, évidemment, que le secrétaire général du P.C. énonce ce jugement dans l'intention de nuire. Selon lui, la «quasi-monarchie» actuelle a détruit l'authentique démocratie que permettait le régime d'assemblée... Nul ne peut s'étonner de voir G. Marchais célébrer un système archaïque, tellement incapable d'assurer le gouvernement de notre pays et la participation des citoyens à la vie publique qu'il est bien le seul à en avoir aujourd'hui la nostalgie. Mais le diable porte pierre, et il n'est pas interdit d'extraire d'une homélie médiocre une formule vraie pour mieux en soupeser les termes.

DÉFINITION

Encore faut-il s'entendre sur le mot de monarchie. Bien entendu, G. Marchais l'utilise dans une intention polémique, en essayant de nous faire croire qu'il s'agit d'un pouvoir dictatorial, arbitrairement exercé. Terrain dangereux pour notre constitutionnaliste d'occasion, qui défend par ailleurs des régimes agissant sans retenue ni contrainte. Nous savons bien, quant à nous, qu'entre la monocratie stalinienne ou brejnévienne et la monarchie espagnole, par exemple, la différence est de nature, non de degré. Car la monarchie n'est pas «le gouvernement d'un seul» selon la fausse définition reprise par G. Marchais. Loin d'être le pouvoir d'un homme qui écrase la société, la monarchie est ce qui se trouve, comme l'étymologie l'indique, au principe, à l'origine, au fondement (1) même de la cité, et qui tire de ce rôle constitutif son autorité.

Sans doute faut-il quelqu'un pour incarner ce principe, pour garantir les conditions de l'existence sociale. Quelqu'un pour défendre, contre les intérêts privés et les factions, la paix et l'unité; quelqu'un pour assurer, par son arbitrage, la justice, et garantir la liberté. Tâches essentielles qui supposent l'indépendance de situation, l'unité de décision, et cette capacité de se confondre avec l'histoire de la nation qui procède d'une volonté de service constamment affirmée. Loin d'être un a priori, l'héritage du pouvoir vient de cette nécessité, proprement politique, de l'indépendance du Prince et de la permanence de sa fonction. Rien qui soit dictatorial dans

la nature du pouvoir



par
bertrand
renouvin

ces exigences, ou qui participe de l'habituelle volonté de puissance. S'il en faut un, c'est que le pouvoir divisé contre lui-même a tôt fait d'être détruit, et que cette destruction déclenche une violence qui ruine toute justice et toute liberté. Ce ne sont pas là des théories. L'histoire de notre pays fait apparaître ce rôle éminent de la monarchie (2) et, dans l'Europe contemporaine, il est facile de constater que cette institution est la condition même de la démocratie.

L'ESPRIT DE LA MONARCHIE

Le sens du mot retrouvé, et la monarchie regardée telle qu'elle est aujourd'hui, il devient possible de s'interroger sur la nature du pouvoir actuel, succinctement analysée par G. Marchais. Nul ne peut soutenir, comme il le fait, que le rôle de l'Assemblée Nationale a été réduit «à zéro» et que le débat politique s'en est trouvé «appauvri». La portée de la révolution institutionnelle de 1958 est tout autre. Au lieu d'annihiler la représentation nationale, le général de Gaulle lui a redonné sa mission propre, différente de celle du gouvernement. Au lieu d'étouffer le débat démocratique, il l'a institutionnalisé en faisant inscrire pour la première fois dans la Constitution que les partis concourraient à l'expression du suffrage universel. Mais le général de Gaulle a surtout voulu que le pouvoir politique retrouve sa dignité et son indé-

pendance, et dispose à nouveau de la continuité nécessaire. Cela dans un souci de légitimité qui implique à la fois le sens du projet historique de la nation, la volonté de la servir tout entière et le consentement populaire. Ainsi conçu et restauré, il ne fait aucun doute que le pouvoir retrouvait sa nature monarchique, du moins en esprit (3), que son action pendant la période gaullienne se situait dans la tradition des Capétiens et que l'aboutissement logique de cet effort était l'élection, longtemps souhaitée par le fondateur de la Vème République, du comte de Paris.

Cette solution n'a pu prévaloir et nous en restons à la «quasi-monarchie» évoquée par G. Marchais. Dans sa bouche, la formule indique un déjà-trop. Pour nous, elle souligne un manque. Nous avons bien une monarchie de fait, puisque l'unité de décision est maintenue, puisque le chef de l'Etat dispose d'une indépendance relative, puisque le souci de l'unité demeure. Mais l'arbitrage - donc la justice - est difficile dans la mesure où le Président de la République apparaît, qu'il le veuille ou non, comme l' élu d'un camp contre un autre. Mais l'unité est impossible, pour la même raison, et le pouvoir se révèle incapable d'empêcher la guerre civile froide et l'éclatement de la société française. Mais la continuité de l'action est compromise par la règle du septennat et par le jeu de la conquête et de la revanche. La légitimité du pouvoir s'en trouve réduite et sans cesse contestée, puisque le Président ne peut incarner notre histoire tout entière, ni bénéficier du consensus sans lequel rien de solide et de durable ne peut être entrepris.

La quasi-monarchie instaurée en 1958 et restaurée en 1981 après la triste caricature giscardienne ne suffit pas à assurer notre existence commune. Au lieu de la dénoncer, ou de vouloir un quinquennat qui ferait retomber le pouvoir dans la logique des partis, il faut songer, dès à présent, à rendre nos institutions conformes à l'esprit qui les anime. Ni l'indépendance du pouvoir, ni la continuité, ni l'arbitrage, ni la paix civile ne seront garantis sans que la monarchie devienne pleine et entière, comme chez nos voisins européens où cette institution est comprise et vécue comme le meilleur couronnement possible de la démocratie.

Bertrand RENOUVIN

(1) Tel est le premier sens du mot «arché» indiqué par le vénérable dictionnaire Bailly.

(2) Sur ce point cf. la «Lettre aux Français», du comte de Paris, Fayard. Prix franco : 50 F.

(3) Cf l'ouvrage fondamental de Dominique Decherf : «L'Esprit de la monarchie dans la Vème République» (L.G.D.G.) Prix franco : 120 F.